



# Défense européenne

La lettre d'EuroDéfense-France

BP 44 – 00445 ARMEES - Tel/Fax 01 44 42 42 15

N°24 – Septembre 2008

E-mail : [eurodefense-france@wanadoo.fr](mailto:eurodefense-france@wanadoo.fr)

Directeur de la publication : Jean Rannou - Rédacteur en chef : Françoise Lépine

## **Ukraine des progrès assez lents vers l'OTAN**

*Par Daniel Berthault*

Du 27 au 29 février 2007, a eu lieu à Kiev le deuxième forum « Europe-Ukraine », organisé conjointement par l'Institut national pour les études stratégiques ukrainien, et l' « Eastern Institute » polonais.

### **Une manifestation de standing élevé**

La liste des participants était impressionnante, ministres ou vice ministres, ambassadeurs, grands patrons de l'industrie ou du secteur bancaire, responsables associatifs ukrainiens (y compris Sergueï Bubka, président du comité olympique ukrainien)... Présence effective de Viktor Yushenko, de Yulia Timoshenko, et de Zbigniew Brzezinski.

Une assistance digne d'un petit Davos donc, mais très inégalement répartie : beaucoup de responsables politiques et parlementaires des pays fraîchement intégrés dans l'Otan, beaucoup d'Américains, principalement du CSIS (Centre pour les « études internationales et stratégiques »), derrière Zbigniew Brzezinski ; en revanche, peu de représentants de l'opposition ukrainienne, peu d'invités des pays réputés opposés ou réservés sur l'adhésion ukrainienne à l'Otan, et des représentants russes des instituts d'études, sans dimension politique (à l'exception d'Alexandre Babakov, vice-président de la Douma).

Et aucun commissaire européen, alors qu'ils étaient plusieurs lors du premier forum, ni de militaire ukrainien.

On voyait bien ainsi que le principal sujet du forum serait la question de l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan, question de pleine actualité, puisqu'on se trouvait à un mois du sommet de l'OTAN de Bucarest.

*Suite page 2*

## **Editorial**

Depuis le « non » Irlandais, de très nombreuses voix s'élèvent pour soutenir le traité de Lisbonne. On se rappelle qu'il n'en n'avait pas été de même en 2005 lors des « non » français et néerlandais. Ceux qui, comme les membres d'EuroDéfense, croient à l'Europe et militent pour son développement ne peuvent que se réjouir de ce changement.

A cette occasion, il est intéressant de noter que beaucoup s'étonnent du résultat du vote car ils sont convaincus, à juste titre, que le niveau de vie des Irlandais a nettement progressé depuis qu'ils sont dans l'Union européenne. C'est bien ce type d'arguments - les effets bénéfiques de l'Union européenne pour ses membres - qu'il nous faut mettre en avant ; ils traduisent en effet la réalité des choses car, ce qui vrai pour l'Irlande, l'est aussi pour les autres pays, les nouveaux entrants comme les plus anciens.

Ces effets bénéfiques, il faut sans doute démontrer à nos partenaires, avec tact et diplomatie, qu'ils dépendent à long terme d'un renforcement politique de l'Union européenne. En choisissant systématiquement l'option atlantique dès qu'une crise se profile, certains pays contribuent à affaiblir la structure même dont dépend leur prospérité économique et leur intégration continentale. Tous, quelles que soient nos histoires et nos tragédies nationales, nous devons le comprendre, et soutenir l'Union européenne, car sa crédibilité est en jeu.

Ce soutien renouvelé à l'Europe ne peut que conforter EuroDéfense dans sa démarche, au moment où le conflit entre la Géorgie et la Russie vient, une fois de plus, nous mettre en face des réalités :

- la paix, la sécurité et la stabilité ne sont pas acquises sur notre continent comme beaucoup le pensaient depuis la fin de la guerre froide ;
- l'Union européenne, malgré l'engagement de la Présidence française qu'il convient de saluer, ne dispose ni de l'envergure politique, ni du poids diplomatique, ni des capacités militaires pour influencer vraiment sur le cours des événements. Elle n'a en fin de compte d'autre choix que de subir.

Il faut bien constater que le statut de « grand marché » de l'Union européenne, s'il a permis d'améliorer les conditions de vie de ses habitants, ne lui confère pas pour autant un réel pouvoir politique. Chacun peut voir aujourd'hui les limites et les dangers de ce choix purement économique face à une évolution du monde dont la gouvernance se décidera demain entre les grandes puissances. Dans cette perspective, l'OTAN est une solution, et un héritage de l'histoire qu'il faut assumer et soutenir, mais pas aux dépens de la crédibilité européenne.

Si la situation actuelle perdure, l'Union européenne ne pourra que décliner et se déliter, inéluctablement, lorsque les temps deviendront plus durs. Nous avons donc le devoir d'agir, avec l'aide de notre réseau EURODEFENSE, pour continuer à développer les dimensions politique, diplomatique et militaire nécessaires à la consolidation de l'Union européenne, avec l'ambition de donner une perspective de vie meilleure à tous ses habitants.

**Jean Rannou**

## **Ukraine**

### **des progrès assez lents vers l'OTAN**

*Par Daniel Berthault*

*Suite de la page 1*

#### **Des débats limités par l'actualité politique du sujet, et par l'insistance à faire valoir le message principal**

Il n'était pas toujours très confortable d'être français ces jours-là à Kiev. Le représentant d'EuroDefense France avait cherché avant son départ à mieux connaître au Quai d'Orsay la position française sur la question. Il n'en avait pas obtenu de lumières définitives, mais des recommandations de grande prudence... Lors d'une récente visite à Kiev, Monsieur Jouyet avait déclaré que la France était opposée à l'octroi du MAP (Membership Action Plan) à l'Ukraine, alors que l'Allemagne, sans dissimuler sa position peu favorable, avait été moins catégorique. La France apparaissait donc comme le principal empêchement de tourner en rond.

Pour le forum, Les discussions avaient lieu, avec traduction simultanée, en anglais, russe et polonais, et l'on pouvait noter l'attachement des Ukrainiens à s'exprimer en anglais, d'ailleurs, très souvent, fort bien.

On ne saurait ici résumer la totalité des débats, d'autant qu'une indisposition a privé Daniel Berthault d'une partie d'entre eux, mais la tonalité générale était celle du plaidoyer pro domo. Pour les Ukrainiens, le mouvement vers l'OTAN était la consécration de l'indépendance de leur diplomatie, et le meilleur gage de leur attachement à la sphère européenne ( ? ) et occidentale. Pour les Américains, c'était le juste aboutissement des évolutions très importantes et courageuses de l'Ukraine dans les années récentes, et l'accomplissement d'une logique géopolitique qui donnerait à l'Europe de centre et balkanique tout le poids qui lui revient. Les « nouveaux Otaniens » (Roumanie, Bulgarie, Pays baltes, Tchéquie et Slovaquie, et, bien sûr, Pologne), faisaient valoir tout ce que l'OTAN leur apportait en termes de sécurité, bien sûr, mais aussi pour la transformation de leurs structures publiques et l'accession à une forme élaborée d'état de droit, démocratique.

Il était ainsi remarquable que le caractère d'alliance de sécurité de l'OTAN ne fût pas mis particulièrement en valeur, ou en tous cas peu discuté, alors que l'accent était mis sur la capacité et les mérites d' « occidentalisation » de l'alliance pour ses nouveaux membres. L'admission à l'OTAN apparaissait ainsi comme une sorte de « pré requis » pour l'intégration occidentale... et européenne.

#### **De la difficulté de passer un message**

Le représentant d'EuroDéfense France avait demandé à être membre d'un panel, et avait souhaité soit « Le traité de Lisbonne et les perspectives de l'Ukraine dans ce cadre », soit « Politique étrangère de l'Ukraine : Anciennes et nouvelles approches ». C'était en principe convenu avec notre correspondant de l'institut polonais, mais, sur place, ce n'était plus possible, ni comme « panelist », ni même comme « questionnant » désigné. Daniel Berthault a cependant suivi intégralement la session « Politique étrangère de l'Ukraine ... », à laquelle participaient le vice-président du sénat roumain, Mr. Gryschenko ancien ministre des Affaires Etrangères d'Ukraine et ministre des Affaires Etrangères dans le gouvernement fantôme de Mr Yanukovitch, le Président de la commission des Affaires étrangères de Géorgie, Mr Zlenko, vice-président de l'association ukrainienne des leaders civiques et politiques, le directeur de l'Institut de sécurité nationale d'Ukraine, et le vice-ministre de la réintégration ( ? ) de Moldavie. Le modérateur était un Américain, Directeur du Centre transatlantique du Fonds Marshall et le rapporteur un parlementaire slovaque.

De ces échanges, on peut retenir que le représentant roumain présentait tout de go l'adhésion à l'OTAN comme la voie nécessaire à l'intégration dans l'Union européenne, que le représentant slovaque intervenait pour rappeler que les opinions favorables à l'obtention du MAP<sup>1</sup> étaient passées en Ukraine de 14% à 33%, signe, selon lui, d'un vaste élan populaire, et que la candidature à l'Otan avait été pour la Slovaquie un puissant levier de structuration pour l'entrée dans l'UE. Quant au représentant géorgien, il évoquait avec enthousiasme la perspective d'un axe « Baltique- Mer noire- Caspienne » où la Géorgie, elle aussi candidate, trouverait toute sa place, et félicitait l'Ukraine pour sa récente admission à l'OMC.

Plus intéressante était la réflexion de Mr Zlenko, qui tout en se félicitant de la nouvelle indépendance de la diplomatie ukrainienne, insistait sur la dimension première de sécurité nationale de la question Ukraine-OTAN, et appelait à une réflexion approfondie sur les priorités de l'Ukraine et les garanties dont elle souhaite s'entourer. C'était à la lumière de celle-ci que l'Ukraine pourrait se positionner vis-à-vis du triangle Russie –USA- UE, sans exclusive, y compris pour l'option de la neutralité, qui demeurerait populaire.

Quant à Mr Grichenko, après avoir attaqué en constitutionnalité la demande pour le MAP, formulée unilatéralement par le Président de la République et par le Président de la Rada, il faisait valoir des arguments qui étaient singulièrement absents du reste des débats : l'Ukraine n'a pas la même perception de la menace que les autres Européens, et doit tenir compte de son environnement particulier : elle fait 51% de son commerce avec la Russie (contre 32 % avec l'UE), et un de ses intérêts prioritaires est que 80 % du gaz russe continue à transiter par son territoire.

La discussion a ensuite sombré dans une certaine confusion, l'ancien Ministre des Affaires étrangères, Mr Taratchuk, présent dans la salle, reprochant à Mr Grichenko (parti des régions) sa tiédeur, alors que son parti a toujours été pour l'entrée dans l'OTAN.

A la faveur de cette confusion, et à l'issue de la session, Daniel Berthault a pris la parole pour louer la qualité du Forum et de son organisation, mais pour marquer un étonnement : Pourquoi considérer que l'OTAN est le sésame qui donne accès à l'Union européenne ? L'Alliance a une utilité et un rôle spécifiques qui ne sauraient être élargis ou généralisés sans concertation très approfondie de tous ses membres.

*Suite page 3*

**UKRAINE**

Par Daniel Berthault

Suite de la page 2

Et, d'autre part, pourquoi considérer que l'Alliance est le garant exclusif de la défense collective en Europe ? Il est clair, depuis septembre 2001, que les Etats-Unis eux-mêmes ont renoncé à cette exclusivité : c'est la mission qui fait la coalition. Il faut donc autre chose, pour les cas où les Etats-Unis ne souhaiteraient pas intervenir, ou si la politique européenne de défense et de sécurité divergeait de celle des Américains. C'est pour cela que les pays de l'Union, par ailleurs très soucieux de remplir leurs engagements dans le cadre de l'OTAN, travaillent à une défense européenne. Et les organisations EuroDéfense de ces différents pays participent à cette réflexion. Ces propos, plutôt mal accueillis par l'assistance, ont été chaleureusement salués par ... Mr Grichenko, Ministre des Affaires étrangères du cabinet fantôme. Ils n'ont malheureusement pas pu être suivis de discussion.

**En guise de conclusion**

Se présentant quasi ouvertement comme un instrument de lobbying politique en faveur de l'adhésion à l'OTAN, organisé par un institut polonais et puissamment soutenu par les Etats-Unis, ce Forum était cependant loin d'être inintéressant. Il est possible de passer un message dans de telles enceintes, si on présente des intervenants de *niveau ministériel, des parlementaires ou des personnalités de grande notoriété*. On y recueille aussi des informations intéressantes : Il existe un comité germano-ukrainien pour l'intégration transatlantique de l'Ukraine, et Volker Rühle, ancien ministre de la Défense allemand, est vice-président du comité de partenariat Etats-Unis-Union européenne pour l'Ukraine...

**En guise de post-scriptum**

Daniel Berthault se trouvait en Ukraine, pour une mission différente, la semaine de la visite de Mr Bush à Kiev et du sommet de Bucarest. Dès la visite du Président américain, le sort probable du scrutin de Bucarest était connu, et les mines des deux protagonistes en disaient long... Défaite de fin de carrière pour le Président Bush, mais sinistre politique pour le Président Yuschenko, victime de sa naïveté, mortifié, et dont le gouvernement se trouve fragilisé à l'extrême. Dans ces conditions, les opposants ont la part belle pour développer les arguments qu'ils n'avaient maniés que précautionneusement auparavant. Le parti des régions ne s'en prive pas... Pour le moins, l'occasion d'une vraie discussion de sécurité européenne avec l'Ukraine se représente-t-elle. L'Union saura-t-elle la saisir ?

## Coopération Structurée Permanente (CSP)

Par Gilles Combarieu

EuroDéfense-France était invité à un colloque sur la Coopération Structurée Permanente (CSP) le 28 avril dernier organisé par l'Institut Royal belge pour les relations internationales.

Cette CSP est prévue dans le Traité de Lisbonne. Le vote irlandais n'empêche pas de réfléchir à la mise en œuvre de ce type de coopération qui semble très souhaitable.

Les principaux orateurs (belges, autrichiens et français) ont tous défendu l'idée d'une PESD ambitieuse qui doit se doter des capacités militaires nécessaires.

L'amélioration de la réactivité et de l'autonomie de la chaîne de commandement pour les opérations de l'UE a été généralement proposée comme première priorité, suivi de près par l'amélioration des capacités militaires.

Pour ce faire, les Etats comme la Belgique et l'Autriche insistent sur le caractère « inclusif » de cette coopération qui pourrait être fondée sur un ensemble de coopérations dans divers domaines tant opérationnels que pour l'acquisition des équipements mais en acceptant des participants à géométrie variable ; les critères devraient être assez souples pour permettre aux volontaires de participer au niveau de leurs moyens. Par exemple, les critères de déployabilité, de soutien et d'interopérabilité peuvent être les mêmes quelque soit la taille de la contribution. Par ailleurs, cette coopération doit utiliser la mise en pool des équipements les plus rares pour créer des capacités multinationales notamment pour assurer la déployabilité des forces comme les GT1500 et les états majors pour leur mise en œuvre. L'Eurocorps a été souvent cité comme un cadre de ce type de coopération, notamment par sa capacité à fournir l'« état-major de la Force – Force Headquarter (FHQ) ».

Le Général Perruche, ancien directeur général de l'état-major de l'UE, a plaidé pour un renforcement des capacités de planification et de conduite des opérations par l'UE notamment en installant à Bruxelles un QG de commandement des opérations permanent. Cette disposition améliorerait la crédibilité de l'UE acteur global de sécurité, et adapterait ses capacités au niveau d'ambition de l'UE. Elle améliorerait la visibilité militaire de l'UE et de ses opérations dans le cadre de la PESD. Elle présenterait un excellent rapport coût/efficacité, améliorerait la coordination civilo-militaire et élèverait la qualité de l'expertise de l'UE en planification et conduite des opérations selon une approche globale.

L'Amiral Combarieu, délégué par EuroDéfense-France a insisté sur la nécessaire autonomie de décision et d'action telle qu'elle a été définie au Sommet de Saint-Malo (GB/FR) et dans la déclaration des Chefs d'états à Helsinki (1999).

Il fait ensuite le constat de l'inefficacité du concept de « nation cadre » conduisant à des délais prohibitifs pour lancer une opération et l'absence de retour d'expérience. En pratique il faut une chaîne de commandement autonome et réactive, donc un état-major d'opérations (niveau planification et conduite de l'opération) permanent et multinational à Bruxelles. S'il est impossible d'obtenir cela à 27 membres de l'UE, il faut le faire avec un nombre restreint d'états volontaires qui ont la volonté politique d'utiliser les structures de l'Union pour les opérations de la PESD. Cela doit être un critère fondamental de participation à la CSP. Les Etats participants à cet état-major devront s'engager à y maintenir leurs officiers même s'ils ne participent pas à l'opération sur le terrain.

**Conseil des Présidents  
EURODEFENSE****MADRID – 10/11 avril  
2008***Par Jean Guinard*

Comme prévu dans la planification des activités du réseau EURODEFENSE, le premier Conseil 2008 des Présidents s'est tenu à Madrid les 10 et 11 avril. Toutes les associations du réseau étaient représentées, sauf EuroDéfense-Magyarország.

Accueilli d'une façon extrêmement chaleureuse par Mr. Arturo Fernandez Alvarez, nouveau Président d'EuroDéfense-España, vice-président du MEDEF espagnol, dont il est président pour la région de Madrid, le Conseil a profité du soutien technique et logistique parfait du Centre supérieur des études de défense nationale (CESEDEN) installé dans un magnifique immeuble ancien du centre ville.

L'ordre du jour, très complet, a permis de balayer l'ensemble des activités du réseau - fonctionnement interne, site internet, travaux des trois groupes- ainsi que les activités à venir, avec leur planification jusqu'en 2011 et la création, en 2008, d'un GTE « changement climatique et sécurité internationale ».

Dans le cadre de ce programme très chargé, le Conseil a néanmoins bénéficié d'une réunion d'une heure avec le Haut représentant de l'Union européenne pour la PESC, Mr. Solana, et d'une audience de plus d'une heure avec le Roi. Au-delà de son aspect protocolaire, l'audience du Roi a fait apparaître une véritable estime réciproque entre le Roi et les militaires espagnols, et l'intérêt du Roi pour les affaires de défense. Quant à Mr. Solana, il a montré qu'il connaissait EURODEFENSE et ses travaux ; il a par ailleurs exprimé les espoirs qu'il mettait dans le Traité de Lisbonne pour pouvoir développer une action plus efficace.

Cette réunion à Madrid a montré qu'EuroDéfense-España bénéficie de l'estime du Roi et des militaires. La participation du Chef d'état-major des armées au dîner officiel, et son discours, en sont une preuve supplémentaire. En outre, par son ambiance chaleureuse et détendue, elle a manifestement contribué au développement des relations amicales au sein du réseau EURODEFENSE.

**SECURITE ET STABILITE DU  
BASSIN MEDITERRANEEN...****Un sujet d'actualité !  
Suite des travaux du GTE 11***Par Jean Guinard*

Lorsqu'au printemps 2007, EuroDéfense-France a lancé un groupe de travail sur la sécurité et la stabilité du bassin méditerranéen – le GTE 11 -, peu nombreux étaient ceux qui imaginaient que ce sujet serait au cœur de l'actualité européenne un an plus tard !

La Lettre d'EuroDéfense-France d'avril 2008 a présenté, sous la plume de l'amiral Dumontet, un premier bilan des réflexions, base de la poursuite de l'étude. Confortée par une intervention de l'Ambassadeur Alain Leroy et bénéficiant du concours de Michel Foucher, cette étude a franchi une nouvelle étape, le 29 mai, en s'enrichissant des réflexions d'un séminaire de la journée. Organisé dans les locaux de l'Assemblée de l'Europe Occidentale (UEO), ce séminaire, « fermé » pour renforcer son caractère de journée de travail, a rassemblé plus de trente participants, dont des représentants de nos partenaires d'Autriche, du Portugal et du Royaume Uni.

Après un rappel des données de base sur la région, sécurité et stabilité ont été examinées et discutées au travers, successivement, de cinq « prismes » : protection civile, lutte contre le terrorisme et les mafias, immigration, entraînement des forces et opérations multinationales. En fin de journée, les données de la coopération économique n'ont pu être qu'abordées rapidement.

Malgré leur brièveté, les échanges ont permis d'améliorer la perception des contraintes qui pèsent sur le développement de la coopération dans le bassin méditerranéen, ensemble géographique à ne pas définir de façon limitative. S'inscrivant rigoureusement dans la ligne du processus de Barcelone, la démarche du GTE 11 s'attache à prendre en compte la question culturelle, les freins psychologiques et le problème des normes : gouvernance démocratique, justice, droit des femmes, sécurité, etc...

Soutenu par le succès du Sommet de l'Union pour la Méditerranée, les travaux se poursuivent. La prochaine étape se déroulera fin septembre à Luxembourg, lors des Rencontres Internationales EURODEFENSE (RIE), avec une discussion ouverte à tous, avant une relance probable des travaux pour le cycle 2008-2009.

## **Intérêt d'une « Coopération structurée permanente » du concept à une réalité future**

COLLOQUE organisé par EURODEFENSE-France le lundi 6 octobre 2008

Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO)

43 avenue du Président Wilson, Paris 16<sup>ème</sup>

-L'interprétation simultanée Français-Anglais sera assurée-

13h30 Accueil des participants

14h00 Ouverture

**14h30 – 16 h 00 : Première table ronde** « L'ACCROISSEMENT DES CAPACITES OPERATIONNELLES A TRAVERS UN MECANISME DE COOPERATION UNIQUE » *Modérateur* : Gilles COMBARIEU, Vice-Amiral (2s), conseiller de Défense et secrétaire de la Commission de Défense de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale.

Exposé introductif :

- Daniel DUCARME, député, ministre d'Etat (Belgique)

Discussion-Débat avec la participation de :

- General David LEAKEY, directeur général de l'état major militaire de l'UE (à confirmer)
- Général Jean-Paul PERRUCHE, ancien directeur général de l'état-major de l'UE
- Général Jo COELMONT, ancien représentant belge au Comité militaire de l'UE
- Capitaine de vaisseau Jean-François MOREL, état-major des armées
- Dr. António FIGUEIREDO LOPES, Président d'EuroDéfense-Portugal
- Amiral Jörk RESCHKE, Président d'EuroDéfense-Deutschland

16h00 - 16h 15 : *Pause Café*

**16h15 – 18 h00 : Deuxième table ronde** : « UNE NOUVELLE DYNAMIQUE POUR LES COOPERATIONS EN MATIERE D'ARMEMENT »

Modérateur : Antonio VIÑOLO, managing director of the Spanish ATECMA aerospace industry association.

Exposés introductifs :

- Patrick AUROY, (délégation générale pour l'armement (FR)) (DGA)  
« Les secteurs qui pourraient bénéficier en priorité de l'instauration de la CSP »
- François GAYET – secrétaire général de l'Association européenne des industries de *défense* et aérospatiales (ASD)

Discussion-Débat avec la participation de :

- Yves FROMION, député UMP du Cher et maire d'Aubigny sur Nère
- Gwen COZIGOU, DG Entreprise, Commission Européenne
- Philippe COQ, public affairs, EADS
- Edgar BUCKLEY, Directeur European Marketing, THALES
- Giovanni SOCCODATO, FINMECCANICA (pressenti)
- Remo PELLICHERO, Président Directeur général de SABCA

18 h 00 : « CONCLUSIONS » : Jean RANNOU, Président d'EuroDéfense-France

18 h 30 : Fin du colloque

Inscriptions auprès de la Délégation d'EuroDéfense

## **REUNION du CONSEIL EURODEFENSE**

**Madrid – 10/12 avril 2008**

Planification 2008-2011

**Conseil des Présidents :**

- 2008, EuroDéfense-España,
- 2009, EuroDéfense-Austria,
- 2010, EuroDéfense-Deutschland,
- 2011, EuroDéfense-Magyarország.

**Rencontres Internationales EURODEFENSE :**

- 2008, EuroDéfense-Luxembourg (26/28 septembre),
- 2009, EuroDéfense-United Kingdom (9/12 septembre ?),
- 2010, EuroDéfense-Austria,
- 2011, EuroDéfense-Belgique.

**Rencontres EURODEFENSE des Jeunes Européens :**

- 2010, EuroDéfense-France.

**EuroDéfense-France**

**Délégation générale :**

commissaire colonel Claude Théret  
et  
Marie Laure Damas

BP 44 00445 ARMEES

Tél 01 44 42 42 15

**e-mail :**

**eurodefense-france@wanadoo.fr**

## Petits déjeuners et conférences

Le programme des petits-déjeuners se poursuit sur le thème des relations UE-OTAN, que nous avons abordé en 2007.

Le 21 novembre, à 12h30, au Cercle de la Mer, nous recevrons le **Général Bentegeat**, Président du comité militaire de l'UE, pour un déjeuner-débat au cours duquel il pourra nous donner sa vision sur la défense européenne à partir du poste de haute responsabilité qu'il occupe.

Une invitation et un bulletin d'inscription seront envoyés à tous les membres d'EuroDéfense.

Les comptes-rendus des conférences sont largement communiqués et diffusés après accord de leur auteur. Voici les derniers réalisés fin 2007 et début 2008 : Amiral Jacques Lanxade - Ambassadeur Alain Le Roy

**Vous pouvez vous procurer les textes retranscrits auprès de la Délégation**

## Rencontres de Jeunes

**Université d'été de l'AIES** (institut autrichien dirigé par Erich Hochleitner, président d'ED-Austria) – session du 14 au 18 juillet 2008 : Ed-France y a été représentée par Solène Guével, accompagnée d'Olivier Scheier et Anne Tessier. Philipp Bauer, à la fois membre jeune d'EuroDéfense-France et membre d'EuroDéfense-Deutschland y a également participé.

Nous diffuserons leur compte rendu dans le prochain bulletin

### EuroDéfense-France

**Délégation générale :**  
commissaire colonel Claude Théret et  
Marie Laure Damas

BP 44 00445 ARMEES

Tél 01 44 42 42 15

e-mail : [eurodefense-france@wanadoo.fr](mailto:eurodefense-france@wanadoo.fr)

## Commission de Politique Générale

La commission a reçu M. Alain LE ROY, Ambassadeur chargé du projet d'Union pour la Méditerranée.

Ce dernier, après avoir rappelé la priorité donnée à ce projet dans la politique étrangère du Président de la République, a retracé ses motifs : écart de développement entre les deux rives de la Méditerranée, écart de taux de chômage, écart de niveau d'investissement de l'Europe par rapport au Japon et aux Etats-Unis vis-à-vis de leur sud. Le principal frein au développement provient des conflits latents mais, sans attendre leur solution, il convient de rapprocher les peuples des rives de la Méditerranée par des projets concrets : dépollution, autoroutes maritimes, création d'un espace scientifique et universitaire, création d'un centre de protection civile, création d'un agence de promotion des PME, etc.

L'esprit de la proposition est de mettre en œuvre une gouvernance paritaire avec une co-présidence et un secrétariat commun.

M. LE ROY a décrit les démarches entreprises pour convaincre tous les partenaires de participer à ce projet, avec une décision du Sommet européen des 12/13 mars et les décisions de principe de nombreux pays du sud de se rendre au rendez-vous de Paris le 13 juillet prochain.

M. LE ROY a ensuite répondu aux nombreuses questions. Il lui a aussi été fait part des réflexions engagées par les différentes associations EuroDéfense pour proposer prochainement des projets dans le domaine de la sécurité et de la défense (groupe GT11).

Jean-Didier Blanchet 06 62 24 42 74

E-mail : [jean-didier.blanchet@noos.fr](mailto:jean-didier.blanchet@noos.fr)

## GROUPES de TRAVAIL EUROPEENS - GTE - 2008/2009

N°	Thème	Responsabilité	Point des travaux	Observations
1-B	Capacités européennes de commandement et de planification	ED-Austria	2° rapp d'étape présenté au Conseil des Présidents Madrid – avril 2008	Suite des travaux du GTE 10
11	Sécurité et stabilité du bassin méditerranéen	ED-France	En cours	Travaux conduits en deux s /groupes : -Stabilité et sécurité -Stabilité et dév. économique
12	Les organisations non-gouvernementales et la PESD	ED-Deutschland	Lancé par message du 30 mars 2008	Sujet proposé par ED-Deutschland : « Comment les ONGs peuvent-elles contribuer à la PESD ? »
13	Changement de climat et sécurité internationale	ED-Portugal	Sera lancé à l'automne 2008	Projet de GTE soumis au Conseil de Madrid pour une approbation par le Conseil à Luxembourg

**Il est toujours possible de s'inscrire et de participer à l'un de ces groupes de travail**